



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Le-deficit-democratique-touche-aussi-la-Capitale-et-menace-les-Cols-bleus-15717>

Le déficit démocratique touche aussi la Capitale et menace les Cols bleus

- Opinions -

Date de mise en ligne : lundi 4 novembre 2013

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Mais il n'autorise pas le maire Labeaume à parler au nom d'une majorité claire. Quand il prendra la parole désormais, il ne le fera réellement que pour 45 % de la population totale, 55 % d'électeurs inscrits et ayant voté dont 80 % ont appuyé le maire sortant. En effet, il n'y a que ces 45 % d'électeurs qui lui ont permis de les représenter en votant pour lui. On voit bien que le cynisme ambiant est plutôt alimenté par le fait que le pluralisme politique exprimé dans la société ne se retrouve pas dans les structures du pouvoir municipal vieillot. Tout vote pour une opposition battue, ou répondant aux appels au boycott, ne compte pratiquement pour rien dans cette démocratie atrophiée dont le maire se sent, à tort, l'unique porte parole. Pourtant, son pouvoir n'a aucune légitimité puisqu'il n'atteint pas ce 50 % + 1 d'appui que réclamerait un pouvoir majoritaire comme quand des salariés signent une carte d'adhésion à un syndicat, par exemple.

De plus les différents candidats insistent pour que tous aillent voter durant les campagnes électorales, mais les découragent brutalement de le faire tout le reste de leur mandat en considérant pouvoir faire n'importe quoi au nom des « payeurs de taxe » sans tenir compte de leur statut de salariés. Quand l'adhésion populaire à un mode de scrutin (55 % ayant voté) laisse ainsi de côté 45 % des électeurs, qui aura le courage de la réforme ? Doit-on le demander à ceux qui se contentent depuis des années de mandats ayant peu à voir avec la démocratie ? Est-ce que tout le gratin politique ne se défile pas tout simplement devant les exigences du progrès démocratique ? Ils ne se contentent plutôt que du seul statu quo d'une confortable réaction politique qui les disqualifie dans leur prétention à être des élus du peuple, les règles de départ étant trop biaisées. Ils n'admettent pas la nécessité d'élections proportionnelles qui introduiraient dans leurs lieux de pouvoir les options diverses qui s'expriment dans la société sans trouver d'écho dans ces institutions supposées être à la disposition d'une majorité de votants.

La démocratie populaire reste pourtant assez vive. Quand ses défaillances apparaissent aux yeux de tous, plusieurs cherchent ailleurs où s'exprimer tout en voyant à leurs affaires. Ce que le citoyen moyen est invité à peser quand on sollicite son vote, il peut aussi le faire tout simplement quand il participe à la vie syndicale ou à celle d'un comité populaire. C'est ainsi que les syndicats trouvent de nouveaux adhérents votants, comme chez Couche Tard, par exemple. Ces contre-pouvoirs prennent la relève, chez les Cols Bleus de la Ville, et servent d'instruments autrement plus démocratiques puisque les salariés y trouvent la proximité nécessaire pour faire valoir leurs points de vue diversifiés, et comme travailleurs, et comme payeurs de taxes appauvris tout à la fois. C'est ainsi que se corrigeront malgré tout les dysfonctions de la démocratie libérale qui laisse de cette manière sans illusion ceux envers qui le pouvoir a pourtant pris des engagements écrits.

Ces mêmes salariés à qui on a promis une bonne pension pour ensuite mieux les réduire à de simples instruments mécaniques de travail qu'on met au rebut sans la reconnaissance des talents qu'ils ont mis en oeuvre chez leurs employeurs ou dans le service du public, comme à Québec, et avec qui le maire Labeaume aura à compter.

Guy Roy